

nationale), Chabaud-Latour, les amiraux La Roncière Le Noury, Pothuau, Saisset, il avait été décidé qu'une suprême bataille serait livrée, et, dit le *Journal officiel* :

« ... Le conseil avait été unanime dans l'adoption des mesures qui associaient la garde nationale, la garde mobile et l'armée à la défense la plus active. Ces mesures, ajoutait la note officielle, exigèrent le concours de la population tout entière. Le gouvernement sait qu'il peut compter sur son courage et sur sa volonté inflexible de combattre jusqu'à la délivrance. Il rappelle à tous les citoyens que, dans les moments décisifs que nous allons traverser, l'ordre est plus nécessaire que jamais. »

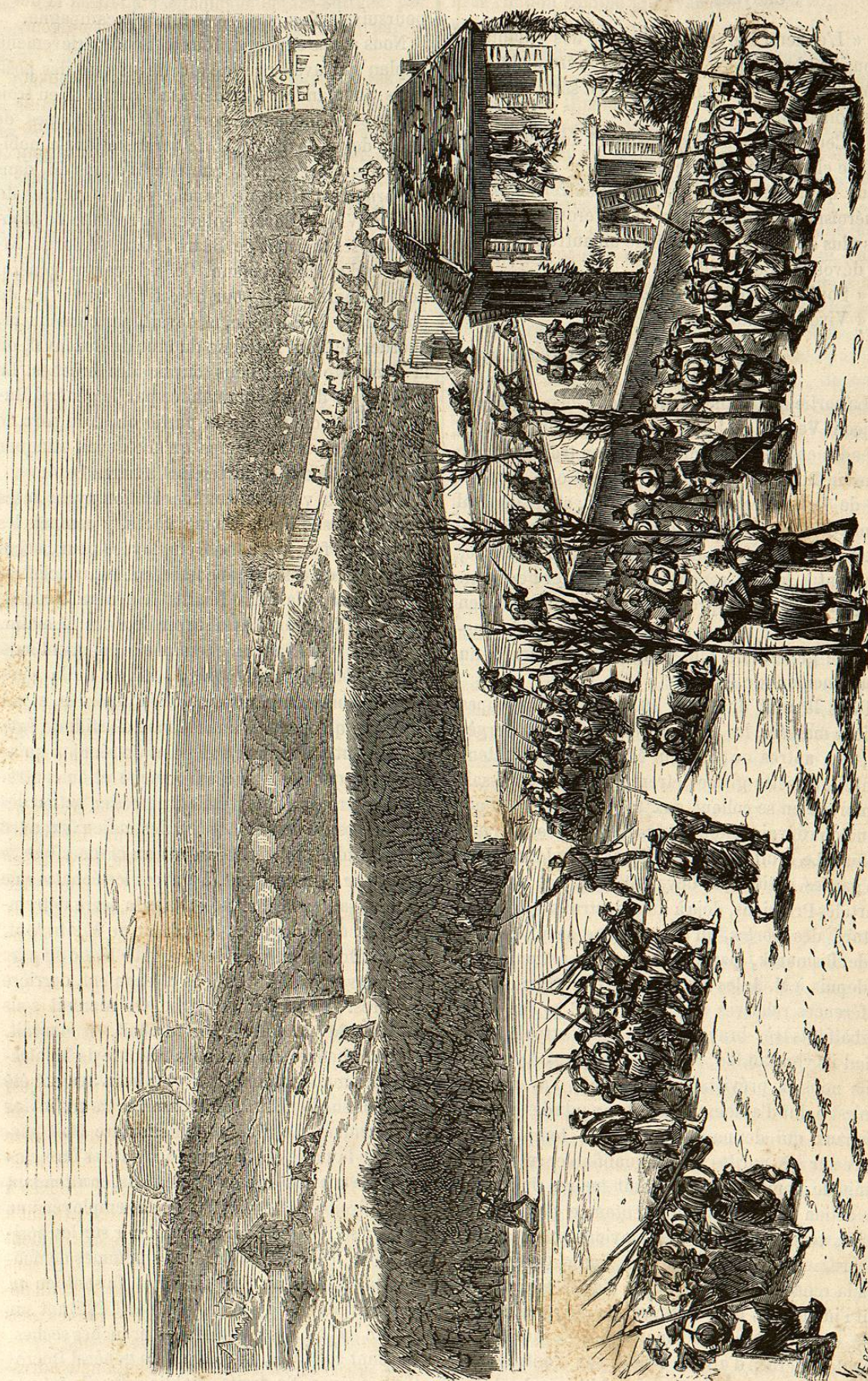
L'opération à tenter avait été plusieurs fois débattue. Un moment il avait été question de lancer la garde nationale et l'armée de ligne à l'assaut du plateau de Châtillon et des batteries ennemies. On trouva ce projet presque irréalisable et on y renonça. Presque à cette même date, des ingénieurs offraient de pénétrer, par les catacombes, jusque sous ce plateau et de le faire sauter, ensevelissant dans son gouffre une partie de l'armée prussienne attirée là par une démonstration armée de notre part, une feinte attaque. Ce terrible moyen fut aussi écarté. Mais il fallait agir pourtant. Plus que jamais l'opinion publique se déclarait pour l'action. Des bruits vagues et insensés de trahison avaient couru. On disait, dans Paris, que le chef d'état-major du général Trochu, le général Schmitz, avait été arrêté. Les clubs répétaient que les généraux allemands, *déguisés en curés*, avaient assisté aux conseils de guerre, et la population crédule ajoutait foi à ces légendes. Il fallut que le gouverneur démentit officiellement ces bruits absurdes. Mais le meilleur moyen de faire cesser tous ces bruits, c'était d'agir. M. Trochu lui-même le sentait bien, lorsque, à ceux qui lui conseillaient d'agir contre les exaltés de la politique, il répondait : « Le moindre succès nous vaudrait mieux que la poursuite la plus résolue. » Et comment, puisqu'il sentait si bien cela, n'essayait-il pas plus souvent de vaincre en combattant ? Pour comprendre tel qu'il est le général Trochu, il faut bien se persuader qu'avant d'être soldat il est chrétien. Sa conscience, disait-il, lui défendait d'envoyer sans résultat à la mort des citoyens qui étaient des pères de famille et des époux. Lorsqu'on l'aiguillonnait, dans les conseils du gouvernement, pour le décider à prendre l'offensive, il répondait avec une sincérité désespérée : « Mais ce sera un massacre, ce sera (c'était son mot) un *immense excidium*. » Il s'ensuivait que sa charité chrétienne condamnait des femmes et des enfants à mourir de faim pour empêcher que des hommes résolus tombassent sous les balles prussiennes. Le gouverneur épargnait la vie de ses soldats et laissait bombarder les êtres débilés et les

malades. Ce déplorable calcul a été fatal à la défense de Paris. Le pire des généraux est un général timide et dévot.

Au moment de prendre la direction du gouvernement de Paris, dès le mois d'août, alors que, de son avis même, il ne restait plus rien à faire devant l'invasion triomphante que de l'humus pour les générations futures, le général Trochu déclarait que, l'armée de Mac-Mahon étant, à son avis, perdue, son seul et véritable espoir et celui de Paris gisait dans la garde nationale. Plus tard, à la tribune de l'Assemblée nationale, M. Trochu devait rabaisser injustement les mérites de cette garde nationale qu'il vantait si bien alors. La vérité est que la garde nationale demanda toujours à marcher et que, sauf quelques exceptions assez rares pour que le général Clément Thomas les ait citées, toute la garde nationale fit vaillamment son devoir. Après bien des retards, bien des tâtonnements, cette garde nationale, armée de fusils à tir rapide, avait été enfin, le 10 décembre, trop tard à coup sûr, nous l'avons dit en son temps, formée en régiments de marche et non plus seulement en bataillons. Les 260 bataillons composaient 59 régiments de quatre bataillons chacun environ, commandés par des chefs de bataillon, promus au grade de lieutenant-colonel. Presque tous ces régiments, dans la journée du 17 janvier, reçurent l'ordre de se tenir prêts à partir dans la journée du 18. La grande sortie si souvent réclamée par la population, *la trouée*, comme on disait, allait enfin être essayée.

Le 18, Paris tout entier était sur le qui-vive, empli des appels du clairon et du tambour. La veille, un adjoint de la mairie du troisième arrondissement, M. Cléray, était parti en ballon pour aller porter à Gambetta la nouvelle de cette sortie. La place de l'Hôtel-de-Ville fourmillait de baïonnettes. Les régiments se massaient, sac au dos, portant leurs vivres de campagne, chantant un refrain alors populaire dans Paris, et dont le refrain était celui-ci : *A deux sous tout le paquet* ! Cette foule, gaie, résolue, heureuse, sûre de vaincre, monta allégrement l'avenue des Champs-Élysées. Ces régiments de garde nationale devaient agir de concert avec un régiment de ligne, et de la sorte faire brigade avec les soldats. Ces bataillons, avec leurs capotes taillées dans tous les draps trouvés à Paris, bleu de ciel, noirs, gris ou verts, avaient à la fois un aspect singulier, multicolore et vraiment martial. La garde nationale, on peut le dire sans forfanterie, n'avait qu'une âme ce jour-là et un désir, celui de vaincre. Chacun de ces braves gens avait fait, en partant, le sacrifice de sa vie.

Le gouvernement de la défense nationale adressait le matin du 19 janvier la proclamation suivante aux habitants de Paris :



Le Siège de Paris. — Les bataillons de marche de la garde nationale s'emparant des hauteurs de Bouzenvil.



« Citoyens,

« L'ennemi tue nos femmes et nos enfants ; il nous bombarde jour et nuit ; il couvre d'obus nos hôpitaux. Un cri : Aux armes ! est sorti de toutes les poitrines.

« Ceux d'entre nous qui peuvent donner leur vie sur le champ de bataille marcheront à l'ennemi ; ceux qui restent, jaloux de se montrer dignes de l'héroïsme de leurs frères, accepteront au besoin les plus durs sacrifices comme un autre moyen de se dévouer pour la patrie.

« Souffrir et mourir, s'il le faut ; mais vaincre.

« Vive la République !

« Les membres du gouvernement. »

La sortie qu'on allait tenter, cette fois, avait pour objectif Versailles. Les cent mille hommes qui y prendraient part seraient divisés en trois corps, le général Ducrot, commandant l'aile droite, le général de Bellemare guidant le centre, et le général Vinoy l'aile gauche. Les trois corps, enveloppant les positions prussiennes, de Montretout à Longboyau, devaient à la fois repousser et enserrer l'ennemi. Le général Trochu, prenant le commandement en chef de l'armée active, investissait pour la circonstance le général Le Flô, ministre de la guerre, du gouvernement de Paris.

Dans la nuit du 18 au 19 janvier, les troupes étaient massées, les unes au rond-point des Bergères, les autres au bas du Mont-Valérien, attendant, dans cette glaise détrempée qui alourdissait la marche en se collant aux talons, le signal d'attaque que devaient donner des fusées tirées du haut du fort. Le bruit de l'artillerie, le bourdonnement des gardes nationaux devaient avoir, ce semble, averti les Prussiens, déjà à demi instruits par la fermeture des portes, qu'une attaque se préparait. M. de Bismarck, parlant des gardes nationaux, a dit depuis à M. Jules Favre dans les entr'actes des conférences relatives à la paix : « Oh ! ce sont des combattants très-braves, très-crânes (textuel). Mais quand ils vont au feu, ils sont si heureux d'y aller, qu'ils nous en préviennent une heure d'avance. » Ce n'est point d'ailleurs la joie bruyante des gardes nationaux qui donna à l'ennemi le temps de se mettre sur ses gardes. Un inqualifiable retard ne permit de commencer qu'à huit heures du matin une action qui devait être entamée déjà à six heures, avant le jour. Nous pouvions avoir, avant l'aurore, enfoncé les premières lignes ennemies, mais la rencontre des équipages d'artillerie, empêchait l'infanterie, déjà alourdie par le terrain défoncé, de marcher rapidement. Sur la droite, le corps de Ducrot, d'abord arrêté par d'autres colonnes françaises, allait être canonné par des batteries du 4<sup>e</sup> corps allemand, établies dans la pres-

qu'île d'Argenteuil. La malchance ou l'incurie nous poursuivait ainsi jusqu'à la fin de la campagne.

Nous avons expliqué, tout à l'heure, brièvement, le plan qui avait présidé à cette attaque des positions allemandes. L'armée était partagée en trois colonnes principales, composées de troupes de ligne, de garde mobile et de garde nationale mobilisée incorporée, ainsi que nous l'avons dit, dans les brigades. Celle de gauche, sous les ordres du général Vinoy, devait enlever la redoute de Montretout, les maisons de Béarn, Pozzo di Borgo, Armengaud et Zimmermann. Celle du centre (général de Bellemare) avait pour objectif la partie est du plateau de la Bergerie, et devait, par conséquent, aborder de front l'attaque du mur de Buzenval, où la dynamite devait nous ouvrir des brèches. La colonne de droite, commandée par le général Ducrot, devait opérer sur la partie ouest du parc de Buzenval, en même temps qu'elle devait attaquer Longboyau, pour se porter sur le haras Lupin.

Toutes les voies de communication ayant accès dans la presqu'île de Gennevilliers, y compris les chemins de fer, avaient été employées pour la concentration de ces forces considérables, concentration difficile, allait dire bientôt le général Trochu, et comme l'attaque devait avoir lieu dès le matin, la droite, qui avait un chemin extrêmement long (12 kilomètres) à parcourir, au milieu de la nuit, sur une voie ferrée qui se trouva obstruée, et sur une route qu'occupait une colonne d'artillerie égarrée, ne put parvenir à son point de réunion qu'après l'attaque commencée à gauche et au centre.

Bellemare et Vinoy étaient entrés en action dès huit heures du matin. Les gardes nationaux, avec un ordre admirable, s'ébranlant au cri de « Vive la République ! » montèrent, à travers les échelas que faisaient sauter les balles, et dans la terre détrempée, ceux de Vinoy vers la redoute de Montretout, ceux de Bellemare vers le long mur blanc du parc de Buzenval, où les Prussiens attendaient, derrière les arbres. Cet élan fut superbe. On montait sous les balles, la côte rapide. On tombait, on mourait.

A onze heures du matin, la redoute de Montretout et les maisons indiquées plus haut avaient été conquises sur l'ennemi, qui laissait entre nos mains 60 prisonniers. Le général de Bellemare était parvenu sur la crête de la Bergerie, après s'être emparé de la maison dite du Curé, mais, en attendant que sa droite fût appuyée, il dut employer une partie de sa réserve pour se maintenir sur les positions dont il s'était emparé. Les hommes demeuraient là, solides au feu, tiraillant, faisant feu au juger dans ces bois d'où sortait la mort et tirant sur la fumée qui montait derrière les branches sèches.

Pendant ce temps, la colonne du général Ducrot entra en ligne. Sa droite, établie à Rueil, fut canonnée, nous l'avons dit, de l'autre côté de la Seine

par des batteries formidables contre-battues par l'artillerie qu'elle avait à sa disposition et par le Mont-Valérien.

L'action s'engagea vivement à onze heures sur la porte de Longboyau, où l'avant-garde rencontra une résistance acharnée, en arrière de murs et de maisons crénelés qui bordent le parc. Plusieurs fois de suite, le général Ducrot ramena à l'attaque les troupes de ligne et la garde nationale, sans pouvoir gagner du terrain de ce côté.

Les premières dépêches parvenues à Paris et affichées aux mairies vers trois heures, donnaient ainsi les nouvelles de la journée jusqu'à l'heure où nous sommes arrivés :

Mont-Valérien, 19 janvier, 10 h. 10 matin.

Gouverneur au ministre de la guerre et au général Schmitz, au Louvre.

« Concentration très-difficile et laborieuse pendant une nuit obscure.

« Retard de deux heures de la colonne de droite. Sa tête arrive en ligne en ce moment. Maison-Béarn, Armengaud et Pozzo di Borgo occupées immédiatement.

« Long et vif combat autour de la redoute de Montretout ; nous en sommes maîtres.

« La colonne Bellemare a occupé la maison du Curé et pénétré par brèche dans le parc de Buzenval. Elle tient le point 412, le plateau 155, le château et les hauteurs de Buzenval. Elle va attaquer la maison Graon.

« La colonne de droite (général Ducrot) soutient, vers les hauteurs de la Jonchère, un fier combat de mousqueterie. Tout va bien jusqu'à présent. »

Mont-Valérien, 19 janvier, 10 h. 39 matin.

Officier d'ordonnance au ministre de la guerre.

Mont-Valérien, 10 h. 32.

« Montretout occupé par nous à dix heures. L'artillerie reçoit l'ordre d'occuper le plateau à côté et de tirer sur Garehes.

« Bellemare entre dans Buzenval, attaque maintenant vers la Bergerie ; fusillade très-vive. Brouillard intense, observations très-difficiles. Je n'ai pas encore entendu un coup de canon prussien. »

Gouverneur au ministre de la guerre et au général Schmitz.

Mont-Valérien, 10 h. 50 m. matin.

« Un épais brouillard me dérobe absolument les phases de la bataille. Les officiers porteurs d'ordres ont de la peine à trouver les troupes. C'est très-regrettable et il me devient difficile de centra-

liser l'action comme je l'avais fait jusqu'ici. Nous combattons dans la nuit. »

L'officier d'ordonnance aurait dû cependant entendre les pièces du 4<sup>e</sup> corps allemand qui canonnaient Ducrot. Quant au brouillard, il n'était pas si intense qu'il est dit dans les dépêches officielles et, en descendant du Mont-Valérien, on pouvait, au contraire, parfaitement distinguer et suivre les phases décisives de cette émouvante bataille.

Les colonnes du centre et de l'aile gauche auraient dû peut-être redoubler à ce moment d'audace et de rapidité, mais il faut avouer que le retard de la colonne de droite les mettait, sur les positions bravement enlevées par elles, dans une situation difficile. Durant cinq heures, ces gardes nationaux, étonnant les troupes de ligne, demeurèrent au feu sans broncher. Le général Noël qui les regardait combattre du haut du Mont-Valérien, s'écriait (témoignage d'un témoin auriculaire) : « Ils vont vraiment bien, ces cadets-là ! » J'atténue l'expression un peu trop soldatesque du général. Mais, pendant qu'ils luttaient ainsi, devant ce mur et dans ce bois maintenant plein de cadavres, tandis que Bellemare essayait d'enlever la Bergerie, qui nous livrait la route de Versailles, les réserves de la 10<sup>e</sup> division allemande avaient le temps de se réunir à Garehes, et lorsque nos troupes attaquèrent de ce côté, les Allemands résistèrent avec acharnement. Leur 9<sup>e</sup> division se concentra aussi, après midi, à la ferme de Jardey, au nord de Versailles, et, à quatre heures du soir, elle quittait Jardey et marchait avec impétuosité sur Garehes et Montretout. Nous n'avions pu guère dépasser Gareches et Vauresson lorsque les réserves allemandes arrivèrent sur nos soldats fatigués par la nuit passée en longs préparatifs et par la lutte qui durait depuis le matin.

« Vers quatre heures, dit le Rapport officiel français, un retour offensif de l'ennemi entre le centre et la gauche de nos positions, exécuté avec une violence extrême, fit reculer nos troupes. » Ce ne fut pas une retraite pourtant, car ces mêmes soldats se reportèrent en avant vers la fin de la journée. La crête fut encore une fois reconquise, mais la nuit arrivait, et l'impossibilité d'amener de l'artillerie, pour constituer un établissement solide sur des terrains déformés, arrêta nos efforts. Il y avait cependant de l'artillerie, et en nombre considérable, entre le pont de Neuilly et le rond-point de Courbevoie. M. Viollet-Leduc offrait de transporter ces pièces à bras d'hommes, en une heure, avec le concours de sa légion du génie auxiliaire. Les militaires n'acceptèrent pas.

Dans cette situation, et avec ce manque de virilité de la part du commandant en chef, il devenait dangereux d'attendre, sur ces positions si chèrement acquises, une attaque de l'ennemi. Les troupes